

Avant-propos

Si le pouvoir d'achat des ménages a progressé en moyenne entre 2001 et 2011 en Martinique, il en va de même des inégalités de niveaux de vie, avec 15 000 personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté. À titre de comparaison nationale, la France est le troisième des 34 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour l'augmentation des inégalités entre 2007 et 2011.

Les inégalités de revenus se sont modérément accrues sur la période traduisant une augmentation moins rapide des revenus des plus pauvres par rapport à ceux des plus riches. Les familles monoparentales martiniquaises sont comme ailleurs les plus touchées par la pauvreté. Sur la même période, les ménages les plus modestes ont perdu du pouvoir d'achat, notamment à cause de la forte hausse des prix de l'alimentaire.

Les inégalités et leur accroissement ne sont pas seulement dommageables à la cohésion sociale. Elles nuisent à la croissance : elles ont aussi un coût économique. Ainsi, un creusement des inégalités de revenu peut se traduire par un excès d'emprunts par les ménages à faible revenu et à revenu intermédiaire. La polarisation des revenus peut avoir un impact négatif sur l'économie, soit en entravant le principal moteur de la croissance, à savoir la consommation, soit en rendant insoutenables socialement les fortes inégalités de niveaux de vie.

Autre coût des inégalités, celui du chômage qui s'élève à 18 % en Martinique en 2016. Fort taux de chômage et fortes inégalités se nourrissent mutuellement. D'une part, un marché du travail peu efficient a pour conséquence mécanique un déséquilibre de niveau de vie entre la population en emploi et celle au chômage. Or, dans son ensemble, et métier par métier, la structure de la qualification de la population martiniquaise correspond imparfaitement aux demandes des employeurs potentiels sur le territoire. D'autre part, de fortes inégalités ont pour conséquence de freiner la croissance économique par l'insuffisance de la demande totale adressée à l'économie martiniquaise par les ménages. Ainsi, les 20 % les plus riches gagnent plus de 40 % du revenu d'ensemble et une partie de leurs revenus est épargnée : cette dernière composante ne trouve pas de débouché dans la demande globale adressée à l'économie.

État des lieux des revenus en Martinique et de leurs évolutions, ce dossier a été réalisé à l'initiative conjointe de l'Observatoire des Prix, des Marges et des Revenus et de l'Institut national de la statistique et des études économiques. Éclairant la question centrale du pouvoir d'achat des ménages en Martinique, l'objet de ce dossier est l'interprétation des mouvements des prix et des revenus martiniquais.

Le Président de l'Observatoire des Prix,
des Marges et des Revenus de Guyane

Jean-Luc Maron

Le directeur interrégional
de l'Insee Antilles-Guyane

Yves Calderini